ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Secrétaire d'Etat à la Coopération au développement, adjoint au Premier Ministre, le 4 avril 1997, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'agrément et à la subsidiation d'organisations non-gouvernementales de développement et de leurs fédérations", a donné le 21 mai 1997 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 4 april 1997 door de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, toegevoegd aan de Eerste Minister, verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de erkenning en betoelaging van niet-gouvernementele ontwikkelingsorganisaties en van hun federaties", heeft op 21 mei 1997 het volgende advies gegeven :

L’arrêté royal en projet vise à rassembler en un seul texte l’ensemble des règles, actuellement éparses dans divers arrêtés royaux, relatives à la "subsidiation" des activités des organisations non gouvernementales - ONG - agréées dans le domaine de la coopération au développement.

Ces arrêtés régissent principalement quatre types d’activités :

1. l’arrêté royal du 14 septembre 1983 règle l’agrément et les subventions des ONG pour des activités de formation, en Belgique, de ressortissants de pays en développement;

2. l’arrêté royal du 12 mars 1991 institue un régime d’agrément et de subventions pour les activités d’éducation en matière de coopération au développement;

3. l’arrêté royal du 12 mars 1991 règle l’agrément et les subventions des ONG pour les projets qu’elles veulent concrétiser dans les pays en développement;

4. l’arrêté royal du 28 mars 1995 institue un régime d’agrément et de subventions des ONG pour l’envoi de coopérants.

Le projet redéfinit, d’une part, les conditions d’agrément des ONG en remplaçant les agréments actuellement accordés par type d’activités par un agrément unique et, d’autre part, les conditions de "subsidiation" en rendant davantage responsables les ONG.

Par ailleurs, le contrôle de l'administration, et plus particulièrement de l'administration générale de la coopération au développement - AGCD -, sur l'emploi des subsides serait renforcé.

Enfin, le projet tend à institutionnaliser le dialogue des pouvoirs publics avec les ONG, en incitant celles-ci à se grouper au sein de fédérations, également soumises à l'agrément et pouvant aussi bénéficier de subsides.

A. OBSERVATIONS GENERALES

1. Est notamment invoquée, comme base juridique de l'arrêté en projet, la loi-programme du 24 décembre 1993 qui a modifié la loi du 10 août 1981 relative à la création d'un Fonds de la Coopération au Développement et d'un Fonds des prêts à des Etats étrangers.

L'article 49, § 1er, 3°, de cette loi-programme prévoit que l'aide octroyée aux pays en développement et à leurs populations peut se traduire, notamment, par des subsides à des ONG belges ou locales. Par ailleurs, l'article 51 de ladite loi habilite expressément le Roi, en matière d'octroi de subsides, à fixer les conditions d'agrément des ONG bénéficiaires.

La plupart des dispositions du projet règlent, dans cette perspective, tantôt le régime de l'agrément, tantôt celui de la "subsidiation" des ONG.

Il n'en va, toutefois, pas de même de l'article 18, qui traite de l'organisation des fédérations d'ONG et règle les subventions qui leur sont accordées. Pour ce faire, ladite loi programme ne peut servir de base légale, puisqu'elle ne permet l'octroi de subsides qu'aux ONG et n'autorise le Roi à fixer les conditions d'agrément que pour les ONG (1).

Sans doute, des dispositions pourraient-elles être arrêtées, à cet égard, sur la base de l'article 12, alinéa 3, des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, également visées au préambule du projet; mais faute qu'existe, comme on vient de le voir, une loi organique instituant la subvention des fédérations d'ONG, seule peut être invoquée la disposition budgétaire spéciale inscrite à l'article 2.15.5. de la loi du 16 décembre 1996 contenant le budget général des dépenses pour l'année 1997; une telle base légale n'aurait cependant qu'une portée annuelle; or, le projet se présente comme une réglementation permanente incompatible avec le caractère temporaire de la disposition budgétaire précitée.

Quant aux articles 37 et 108 de la Constitution, qui sont aussi visés au préambule, ils ne peuvent davantage fournir la base légale recherchée; en effet, comme l'a

---

(1) Voir à ce sujet l'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux personnes agréées en qualité de coopérants ONG", donné le 16 janvier 1991 et publié au Moniteur belge du 20 avril 1991, p. 8283.

relevé la section de législation (1), un arrêté qui "ne se borne pas à organiser l'octroi de subventions dans les limites des crédits budgétaires mais qui fixe des conditions d'agrément et confère des droits subjectifs à l'obtention de subventions au profit de personnes qui remplissent ces conditions", ne peut trouver un fondement suffisant dans lesdites dispositions constitutionnelles.

Il s'ensuit que l'article 18 précité doit être omis.

2. L'arrêté en projet accorde au ministre ayant la coopération au développement dans ses attributions des délégations excessives.

Le Roi ne peut, en effet, déléguer à un ministre un pouvoir réglementaire, pour prendre les mesures d'exécution que requiert une réglementation qu'Il a arrêtée, qu'à la condition que la délégation soit suffisamment précise et

---

(1) Voir notamment l'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux personnes agréées en qualité de coopérants ONG", donné le 16 janvier 1991 et publié au Moniteur belge du 20 avril 1991.
Voir aussi l'arrêt n° 48.839 du 31 août 1994, en cause l'Association sans but lucratif Association protestante des volontaires de la coopération contre l'Etat belge, qui a annulé, pour défaut de base légale suffisante, l'arrêté royal du 12 mars 1991 relatif à l'agrément, l'octroi d'allocations et la subsidiation de personnes, d'organisations non gouvernementales et de fédérations en matière d'envoi de coopérants ONG.

qu'elle ne porte que sur des mesures de détail ou de simple exécution (1).

Au regard de ce principe, on doit tenir pour excessives les délégations prévues aux articles ci-après, qui, souvent imprécises, excèdent les limites de simples mesures d'exécution ou de détail :

a) à l'article 8, alinéas 1er, 4° et 2, qui permet au ministre d'accepter "des formes complémentaires de coopération en personnel" et, pour chaque type d'activités, de déterminer "les conditions auxquelles ces activités et les ONG doivent satisfaire pour être subsidiables";

b) à l'article 13, § 2, qui charge le ministre de déterminer "la nature et la limite des coûts subsidiables" pour certaines des activités visées à l'article 8;

c) à l'article 16, §§ 2 et 3, qui confère au ministre le pouvoir de déterminer, d'une part, "la nature, les montants et les conditions d'allocation des dépenses faites au bénéfice des coopérants ONG ou des frais propres auxquels peut être affecté le subside que l'ONG reçoit en vertu de l'article 16, § 1er", et, d'autre

---

(1) Voir M. Leroy, "Les règlements et leurs juges", Bruxelles, Bruylant, 1987, p. 84; J. Salmon, "Le Conseil d'Etat", tome I, Bruxelles, Bruylant, 1994, p. 412; Andersen R. et Nihoul P., "Le Conseil d'Etat - Chronique de jurisprudence 1994 (première partie)", Rev. bel. dr. const., 1995-1, p. 104.

part, "les conditions minimales auxquelles le coopérant ONG doit satisfaire pour être subsidiable";

d) à l'article 17 qui organise le régime des bourses d'études et de stage, mais laisse au ministre le pouvoir de déterminer les obligations minimales que les ONG doivent respecter pour l'utilisation des subsides reçus à cet effet et lui attribue compétence pour fixer les "conditions minimales auxquelles le boursier doit satisfaire pour être subsidiable".

Ces dispositions mais aussi, s'agissant de dispositions essentielles, l'ensemble du projet doivent, dès lors, être fondamentalement revus.

3. Le texte en projet ne respecte pas toujours les règles de la légistique formelle (1).

Ainsi :

a) les mots "du présent arrêté", précédés du numéro d'un ou de plusieurs de ses articles, doivent être omis;

b) il faut toujours désigner une institution par sa dénomination légale et bannir les sigles lorsqu'ils ne font pas partie de cette dénomination;

---

(1) Voir, à ce sujet, le Code-formulaire de légistique, services du Premier Ministre, supplément au Moniteur belge du 2 juin 1982.

c) les parenthèses doivent être supprimées;

d) les montants et délais s’écrivent en toutes lettres;

e) le groupement normal d’articles se fait en chapitres, lesquels sont divisés en sections, non en "divisions";

f) un article ne se divise en paragraphes que lorsque chacun d’eux comporte deux ou plusieurs alinéas;

g) les pourcentages s’écrivent "p.c.", non "%";

h) on ne peut abuser des majuscules;

i) il faut éviter de grouper dans un même article de trop nombreuses dispositions, même si celles-ci ont un rapport direct entre elles; mieux vaut, en ce cas, les inscrire dans des articles distincts;

j) le caractère obligatoire d’une disposition se marque par le recours à l’indicatif présent, non au futur; il faut, par exemple, à l’article 6, alinéa 2, remplacer "sera" par "est";

k) la double conjonction "et/ou" doit être remplacée par "et";

l) on n’écrit pas "A titre de dérogation" mais "par dérogation", ni "du coût total des activités" mais "de leur coût total", etc.

4. La rédaction du texte gagnerait à être améliorée, pour en bannir notamment des expressions ou termes incorrects ou étrangers au langage juridique, comme "une approche planifiée", "une expérience pertinente", "des groupes cibles", "dans le cadre du soutien salarial de certains statuts du personnel particuliers", "subsidiation", etc.

Par ailleurs, les mots "non gouvernementales" s'écrivent sans trait d'union; on écrit "sur la base de", non "sur base de", "prévu" et non "tel que prévu", "la commission d'avis-ONG donne des avis au Ministre ..." et non "la Commission d'avis-ONG rend des avis au Ministre ...", etc.

B. OBSERVATIONS PARTICULIERES

Intitulé

1. On remplacera le mot "subsidiation" par le mot "subvention".

2. En ce qui concerne les "fédérations", il est renvoyé à l'observation générale n° 1.

Préambule

Alinéas 1er et 2

Ces alinéas seront omis.

Alinéa 3 (devenant l'alinéa 1er)

In fine, on écrira "..., notamment les articles 49, § 1er, 3°, et 51;".

Alinéas 4 et suivants (devenant les alinéas 2 et suivants)

Ces alinéas seront rédigés comme suit :

"Vu l'avis de l'inspecteur des finances donné le 18 mars 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 25 mars 1997;

Vu la délibération du Conseil des ministres du 28 mars 1997 réclamant communication de l'avis du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 21 mai 1997, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

Proposant

On écrira :

"Sur la proposition de Notre Premier Ministre et de Notre Secrétaire d'Etat à la Coopération au développement,".

En effet, le mention de la délibération en Conseil des Ministres n'est pas obligatoire.

Dispositif

Chapitre premier

Le numérotage des chapitres se fait en chiffres romains, sauf pour le "CHAPITRE PREMIER" qu'il faut écrire en toutes lettres.

Article 1er

1. Au 1°, on écrira :

"1° "le Ministre" : le Ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions;".

Il est, en effet, superflu de viser le secrétaire d'Etat, puisqu'en vertu de l'article 1er de l'arrêté royal du 24 mars 1972 relatif aux secrétaires d'Etat, ceux-ci ont,

dans les matières qui leur sont confiées, tous les pouvoirs d'un ministre.

2. Le 3° sera rédigé comme suit :

"3° "ONG" : l'organisation non gouvernementale, en abrégé ONG, qui peut être agréée et bénéficier de subsides conformément au présent arrêté;".

3. En ce qui concerne le 4°, il est renvoyé à l'observation générale n° 1.

4. Il est proposé de rédiger le 5° de la manière suivante :

"5° "pays partenaire" : le pays considéré comme pays en développement par le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique;".

5. Au 6°, on écrira :

"6° "partenaire local" : l'organisation ou l'institution avec laquelle l'ONG coopère dans le pays partenaire;".

6. Au 7°, on ajoutera l'article défini au début de la définition.

7. L'8° sera omis. Il suffira, la première fois qu'il sera question de la commission d'avis des organisations non gouvernementales, d'écrire : "la commission d'avis visée à l'article 19, ci-après dénommée "la commission d'avis ONG"".

8. Au 9° (devenant l'8°), on précisera la notion de "cadre stratégique" et on remplacera, comme le suggère l'inspecteur des finances dans son avis, les mots "prévoit un budget" par les mots "prévoit, à titre indicatif, les moyens financiers nécessaires pour les cinq prochaines années".

La même observation vaut pour le 10° (devenant le 9°).

9. A l'11° (devenant 10°), on utilisera les mots "expérience utile" plutôt qu'"expérience pertinente".

10. Au 12° (devenant 11°), on omettra, in fine, les mots "du présent arrêté".

Chapitre II

Il est préférable de rédiger comme suit l'intitulé du chapitre :

"CHAPITRE II - De l'agrément des ONG".

Article 2

Compte tenu des délais précis prévus aux articles 7 et 9 pour l'introduction des programmes et des plans d'actions, on précisera ici les délais dans lesquels il est procédé à l'examen des demandes d'agrément.

Par ailleurs, on remplacera les mots "au Ministre" par les mots "auprès du Ministre".

Article 3

1. Dans la phrase liminaire, on écrira : "... satisfaire aux conditions suivantes :".

La même observation vaut pour les articles 4 et 5 où on omettra le mot "toutes".

2. Comme première condition pour obtenir l'agrément, l'ONG devra être constituée sous la forme d'une association sans but lucratif, condition déjà prévue dans

les différents arrêtés royaux actuellement en vigueur, ou sous la forme d'une société à finalité sociale.

Ce dernier type de société est organisé par la loi du 13 avril 1995 qui a introduit dans les lois coordonnées sur les sociétés commerciales les articles 164bis à 164quater nouveaux. Il s'agit d'une société qui a adopté l'une des formes commerciales prévues à l'article 2 des lois coordonnées et qui se caractérise, d'une part, par la limitation ou l'absence d'esprit de lucre dans le chef des associés et, d'autre part, par son but social (1). Les travaux préparatoires de la loi indiquent que ce type de société a été prévu parce que les associations sans but lucratif ne peuvent, en principe, avoir pour objet l'exercice, à titre principal, d'une activité commerciale; ont été notamment citées les entreprises sociales ayant pour objet le soutien de projets de développement dans les pays du tiers-monde, l'offre d'emploi aux marginaux écartés des circuits normaux du travail, certains ateliers protégés, etc.

L'attention est, toutefois, attirée sur ce que la neuvième condition d'agrément prévue, c'est-à-dire "gérer une comptabilité transparente", sera remplie différemment suivant qu'il s'agit d'une association sans but lucratif ou d'une société à finalité sociale. Cette dernière est, en effet, soumise au régime des sociétés commerciales, alors

---

(1) M. Coipel, "Les sociétés à finalité sociale : une réponse à des besoins de la pratique", in "Pratique notariale et réforme du droit des sociétés", T. XX, Academia, Bruylant, 1996, pp. 33 et suivantes.

que les exigences en matière de comptabilité pour les associations sans but lucratif sont nettement moins précises.

3. Au 3°, il est question d'une évaluation, faite à l'initiative du ministre, du fonctionnement de l'ONG. Or, le projet fait une distinction entre l'évaluation qui, en vertu de l'article 20, doit être confiée à des experts indépendants, et le contrôle financier ordonné par le ministre en vertu de l'article 22. Le 3° ne permet pas de déterminer si cette évaluation aura lieu avant ou après l'agrément. Si cette évaluation devait être préalable à l'agrément, il conviendrait de mieux la définir et d'assortir le pouvoir d'appréciation du ministre de critères objectifs.

4. Au 4°, il conviendrait de définir davantage ce qu'il faut entendre par "plan stratégique".

5. Au 5°, le texte est particulièrement mal rédigé; il devrait être réécrit pour mieux faire apparaître les éléments qui donnent à l'ONG son caractère autonome.

6. En vertu du 6°, l'ONG doit, pour pouvoir être agréée, disposer "d'un capital propre dont plus de la moitié est d'origine belge".

Outre que l'expression "capital" n'est pas appropriée pour une association sans but lucratif, on n'aperçoit pas pour quelle raison une telle exigence est posée et comment elle pourra être vérifiée. Si la volonté est d'écarter de l'agrément et de l'octroi des subsides les ONG étrangères, opérant à partir de la Belgique, il serait plus judicieux de prévoir que la majorité des membres des organes de direction de l'ONG doivent posséder la nationalité belge.

7. Au 7° et à l'8°, il est prévu que l'ONG doit démontrer "qu'elle jouit du soutien de l'opinion publique belge" et qu'elle mène "des activités conformes à la Déclaration universelle des droits de l'homme"; ces conditions sont à ce point vagues qu'un pouvoir excessif serait réservé à l'autorité qui accorde ou refuse l'agrément. Au surplus, on aperçoit difficilement comment pareilles conditions seraient vérifiables.

Ces dispositions doivent être omises.

8. Pour le 9°, il est renvoyé à l'observation sub. 2.

Article 5

Cet article mérite plus de cohérence et doit être réécrit.

Il est, en effet, contradictoire de retirer l'agrément à une ONG, puis de lui permettre d'adresser au ministre une réclamation et enfin de laisser à celui-ci une période de deux mois pour prendre une décision définitive.

Si l'auteur du projet veut donner un effet utile à la réclamation de l'ONG, il convient de prévoir plutôt qu'est, d'abord, adressé à celle-ci un avertissement lui enjoignant de respecter les conditions de l'agrément faute de quoi, dans les deux mois qui suivent cet avertissement, le retrait pourra intervenir, que durant ce délai, l'ONG peut faire valoir son point du vue et qu'au terme du délai, le ministre prend une décision définitive au sujet du retrait ou du maintien de l'agrément.

Chapitre III

Il est préférable de rédiger comme suit l'intitulé du chapitre :

"CHAPITRE III - Des subsides aux ONG".

Article 6

1. En son alinéa 1er, le texte en projet prévoit que le ministre peut accorder des subsides "dans les limites des crédits inscrits au budget".

Cette dernière précision va sans dire; elle est donc inutile et doit être omise.

2. Le même texte, en son alinéa 2, permet au ministre de diminuer le subside accordé à chaque ONG "d'un pourcentage à déterminer au cas par cas", lorsque les moyens nécessaires aux subventions sont insuffisants.

L'absence de critères d'appréciation peut conduire à des décisions arbitraires; en outre, elle risque de placer les ONG dans une situation imprévisible et, partant, rendre leur gestion particulièrement difficile, sinon impossible.

Le texte doit être revu.

3. Au même alinéa 2, les mots "et s'il n'est pas possible d'avoir recours à d'autres crédits au budget du Département pour compenser ce déficit" doivent être omis.

Il n'appartient, en effet, pas au Roi de déroger aux règles légales en matière d'affectation de crédits, inscrites dans les articles 14 et 15 des lois sur la comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991 ou dans d'autres dispositions prises, le cas échéant, sous la forme de cavaliers budgétaires.

Articles 7 et 8

1. Ces dispositions ne précisent pas les critères objectifs auxquels le ministre doit avoir égard lorsqu'il décide d'approuver ou de ne pas approuver le programme d'une ONG. On relève qu'à ce propos, l'article 11 de l'arrêté royal du 12 mars 1991 relatif à l'agrément et la subsidiation d'organisations non gouvernementales et de fédérations en matière de projets dans les pays en voie de développement énonce des éléments d'appréciation concrets.

2. Au 1° de l'article 8, on n'aperçoit pas la portée des termes "et autre soutien d'activités menées en collaboration avec les partenaires locaux".

Les fonctionnaires délégués n'ont pu fournir d'explications à ce sujet.

Le texte doit être revu.

3. Au 3°, pour plus de clarté, la disposition doit être réécrite.

4. En vertu du 4° de la même disposition, la "coopération en personnel" comprend, d'une part, l'engagement de coopérants ONG et, d'autre part, l'octroi de bourses d'études et de stage à des ressortissants de pays partenai-

res. Il est inadéquat de viser sous un même vocable ces deux types d'activités spécifiques.

Pour le surplus, il est renvoyé à l'observation générale n° 2.

Au demeurant, la disposition gagnerait à être reformulée de manière beaucoup plus précise, car il s'agit d'une des dispositions centrales du projet.

Article 9

Il est renvoyé à ce qui a été dit à propos de l'article 6.

Article 10

1. Le texte en projet ne précise pas le contenu du rapport d'activité et du rapport financier.

L'attention est attirée sur les obligations qui pèsent déjà sur les sociétés à finalité sociale, en vertu de l'article 164bis, § 1er, 6°, des lois coordonnées sur les sociétés commerciales et de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises.

Les rapports prévus par le texte en projet risquent de faire double emploi avec ceux prescrits par les dispositions légales précitées.

2. Compte tenu de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des réviseurs d'entreprises, le mot "agréé" est superflu et doit être omis (1).

Article 11

Si l'intention est de limiter à un seul subside par an pour chaque ONG ou chaque groupe d'ONG, mais de permettre à celles-ci de ne présenter un programme que tous les cinq ans, cette intention doit être exprimée clairement.

Article 12

1. Dans la première phrase, les mots "doit être affecté" doivent s'écrire "doivent être affectés".

2. La seconde phrase devrait, soit être réécrite, soit même être omise si la mission confiée à la commission

---

(1) En ce sens voir l'avis rendu à propos d'un projet d'arrêté royal "portant réglementation de l'agrément et de la subsidiation des organisations non-gouvernementales pour les activités d'éducation en matière de coopération au développement", donné le 16 janvier 1991 et publié au Moniteur belge du 20 avril 1991, p. 8255.

et qui n’est pas une mission d’avis était - ce qui est préférable - ajoutée aux missions prévues à l’article 19.

Division 2

On écrira :

"Section 2 - Des subsides".

Article 13

Le texte manque totalement de clarté et doit être réécrit.

Par ailleurs, si le subside accordé par l'Etat doit se limiter à un maximum de 75 p.c. du coût total des activités, on n'aperçoit pas pour quelle raison le Roi entend régler la manière dont le financement complémentaire sera assuré par les ONG, retenir certaines sources de financement pour certaines activités et les exclure pour d’autres. Le procédé peut, en effet, paraître discriminatoire.

Pour le surplus, il est renvoyé à l'observation générale n° 2.

Article 14

Le but recherché est d'inciter les ONG à se grouper afin d'obtenir un mécanisme de "subsidiation" plus avantageux.

On relève, toutefois, certaines incohérences.

1. On n'aperçoit pas l'utilité de l'exigence posée à l'alinéa 1er, 1°, compte tenu de celle formulée au 2° qui est beaucoup plus souple.

2. Il est permis de s'interroger sur la portée de "l'enquête de moralité" visée au 2°; il conviendrait d'en définir, à tout le moins, le contenu afin d'éviter l'arbitraire.

3. Tel qu'il est libellé, le 2° permet à des associations sans but lucratif non agréées de bénéficier de subsides : Quels seront les rapports des pouvoirs publics avec ces personnes morales ? Plus fondamentalement, la disposition est-elle compatible avec le projet tel qu'il est conçu et avec l'objectif qu'il poursuit ?

4. Dès lors qu'il est permis à une ONG de se constituer sous la forme d'une société à finalité sociale,

pourquoi ne viser au 2° que les associations sans but lucratif ?

5. Le 3° ne précise pas la nature "des objectifs spécifiques" non réalisés par une autre ONG.

6. En ce qui concerne le deuxième alinéa, il est renvoyé à ce qui a été dit à propos de l'article 13.

Article 15

La disposition devrait être plus précise quant au régime juridique applicable au groupement.

Le système prévu risque d'engendrer des conflits.

Ainsi, qu'adviendrait-il du subside, si l'ONG qui l'a reçu se retirait du groupement ?

Que se passerait-il si une des ONG du groupe faisait l'objet d'un retrait d'agrément ?

Qui décidera de la répartition du subside au sein du groupement ?

Le projet devrait également davantage préciser le concept de "comptabilité coordonnée".

Article 16

La disposition doit être fondamentalement revue compte tenu des délégations excessives qu'elle contient.

Elle devrait aussi préciser la situation juridique du coopérant ainsi que sa situation financière, l'arrêté royal du 28 mars 1995 relatif à l'agrément, l'octroi d'allocations et la subsidiation de personnes, d'organisations non gouvernementales et de fédérations en matière d'envoi de coopérants ONG, étant à cet égard beaucoup plus explicite.

Ces remarques valent aussi pour l'article 17.

Chapitre IV

L'intitulé de ce chapitre doit être revu pour tenir compte de l'observation générale n° 1.

Article 19

1. Pour plus de clarté, on divisera la disposition en trois paragraphes, le premier créant la commission d'avis-ONG, le deuxième contenant les dispositions relatives à sa composition et le troisième déterminant ses missions.

2. Pour tenir compte de l'observation générale n° 1, la composition de la commission doit être revue dans la mesure où des représentants des fédérations y siègeraient et où ces dernières participeraient à la désignation des experts.

Les paragraphes 6 et 8 doivent aussi être adaptés à cet égard.

3. Au paragraphe 1er, alinéa 2, il faut écrire "... désigne, ..., un président et un vice-président, l'un d'expression française, l'autre d'expression néerlandaise.".

4. Compte tenu de la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis, la phrase "Dans leurs propositions, les fédérations tiendront compte d'une répartition équilibrée entre hommes et femmes" est superflue et doit être omise.

5. Au paragraphe 3, on prévoira aussi un quorum de votes.

6. Au paragraphe 4, deuxième phrase, on écrira : "... Si ces personnes doivent être rémunérées, l'accord du ministre est préalablement requis.".

7. Suivant le paragraphe 5, les jetons de présence des experts indépendants seront imputés à charge du budget prévu pour le cofinancement des ONG.

L'attention est attirée sur ce que, dans le budget général de l'exercice budgétaire de 1997, le programme 15.54.1 ne contient aucune allocation de base qui corresponde à la nature de cette dépense.

Chapitre V

L'intitulé devrait être rédigé comme suit :

"CHAPITRE V - De l'évaluation".

Articles 20 et 21

En vertu de ces dispositions, les ONG sont tenues de consacrer "en moyenne au moins 1% du subside à des évaluations internes menées par des experts indépendants".

Il conviendrait de préciser ce qu'il y a lieu d'entendre par "experts indépendants", car il n'apparaît pas de la mission qui leur est confiée ici qu'il s'agirait des mêmes "experts indépendants" définis à l'article 1er, 11°, et visés également à l'article 19, § 1er.

Chapitre VI

L’intitulé s’écrira :

"CHAPITRE VI - Du contrôle".

Articles 22 et 23

1. Dans la mesure où l'article 22 concerne également les fédérations, sa rédaction doit être revue pour tenir compte de l’observation générale n○ 1.

2. Il est permis de s'interroger sur la nécessité de cet article 22, car l'article 56, alinéa 1er, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'Etat dispose que "par le seul fait de l'acceptation de la subvention, l'allocataire reconnaît à l'Etat le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués".

3. L'article 23, alinéa 1er, permet au ministre de retirer un agrément sur la base de la seule constatation que les contrôles révèleraient "un résultat négatif". Lui serait ainsi conféré un pouvoir d'appréciation totalement discrétionnaire.

Le texte doit être revu.

4. Compte tenu des articles 55 à 58 de la loi sur la comptabilité de l’Etat, l’alinéa 2 est superflu et doit être omis.

Article 24

La dernière phrase du deuxième alinéa est en contradiction avec le premier alinéa. En effet, ce dernier prévoit l'interruption du subside, alors que le second envisage le transfert intégral de la partie restante du subside au partenaire local.

Mais plus fondamentalement, il serait permis d’attribuer une part du subside à un partenaire local qui ne remplirait pas les conditions mises à son octroi par l’arrêté en projet et à l’égard duquel ne s’exerceraient pas les contrôles tels qu’ils sont organisés par cet arrêté.

La disposition doit être fondamentalement revue.

Chapitre VIII

L’intitulé s’écrira :

"CHAPITRE VIII - De l’indexation".

Chapitre IX

L’intitulé doit s’écrire :

"CHAPITRE IX - Dispositions abrogatoires, transitoires et finales".

Le Chapitre X "Dispositions finales" sera omis.

Articles 26 à 30

Les dispositions abrogatoires ne doivent pas faire réserve des dispositions transitoires, comme le font à tort les articles 26, alinéa 2, et 27, alinéas 2 et 3, du projet; ces dernières doivent figurer dans un ou des articles distincts placés après les dispositions abrogatoires.

Par ailleurs, on n’aperçoit pas la raison pour laquelle les dispositions abrogatoires doivent prendre effet au 31 décembre 1997, alors qu’en vertu de son article 34, l’arrêté en projet doit entrer en vigueur le 1er juin 1997. Les abrogations doivent être totales et définitives à cette dernière date; c’est pourquoi, d’ailleurs, sont prévues des dispositions transitoires.

Enfin, le droit au subside restant acquis, il n’est pas, en principe, indispensable de le préciser dans une disposition transitoire; la sécurité juridique peut,

toutefois, en l'espèce justifier qu'il soit précisé que les subsides restent acquis à leurs bénéficiaires aux conditions prévues par les arrêtés abrogés.

De ces observations, il découle :

1. que l'article 26 doit s'écrire de la manière suivante :

"Art. 26 Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 14 septembre 1983 instituant un régime de subvention des organisations non gouvernementales pour des activités de formation, en Belgique, de ressortissants de pays en voie de développement, modifié par l'arrêté royal du 14 novembre 1984;

2° l'arrêté royal du 12 mars 1991 relatif à l'agrément et à la subsidiation d'organisations non gouvernementales et de fédérations pour les activités d'éducation en matière de coopération au développement, modifié par les arrêtés royaux des 1er septembre 1992 et 17 janvier 1995;

3° l'arrêté royal du 12 mars 1991 relatif à l'agrément et la subsidiation d'organisations non gouvernementales et de fédérations en matière de projets dans les pays en voie de développement, modifié par l'arrêté royal du 1er septembre 1992;

4° l'arrêté royal du 2 avril 1991 relatif à l'agrément de fédérations des organisations non gouvernementales en matière de coopération au développement, modifié par les arrêtés royaux des 1er septembre 1992 et 2 septembre 1992;

5° l'arrêté royal du 28 mars 1995 relatif à l'agrément, l'octroi d'allocations et la subsidiation de personnes, d'organisations non gouvernementales et de fédérations en matière d'envoi de coopérants ONG, modifié par l'arrêté royal du 20 novembre 1995." (1).

2. qu'un article 27 rédigé comme suit doit être introduit :

"Art. 27 Les interventions du Trésor au bénéfice des coopérants, les prestations données aux organisations d'envoi, ainsi que les subsides accordés en application des dispositions abrogées par l'article 26, restent acquis à leurs bénéficiaires aux conditions fixées par ces dispositions.".

---

(1) C'est, en principe, au ministre qu'il revient d'abroger les arrêtés ministériels. Si, pour des raisons de sécurité juridique, il est souhaité que cette abrogation figure dans l'arrêté en projet, on ajoutera ces arrêtés ministériels à la suite de l'énumération contenue à l'article 26 ici proposé.

Article 31

1. En ce qui concerne les fédérations, il est renvoyé à l'observation générale n° 1.

2. Pour ce qui est des articles 26, 27, 28, 29 et 30 visés on adaptera leur numérotation à l'observation qui vient d'être faite concernant ces dispositions.

Article 32

Le texte manque de clarté.

Il doit être réécrit.

Article 34

La disposition s'écrira :

"Art. ... Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juin 1997.".

Observations finales

Le texte néerlandais du projet laisse particulièrement à désirer. Il devrait être rédigé en tenant compte des observations faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Het ontworpen koninklijk besluit strekt ertoe de gezamenlijke regels omtrent de "betoelaging" van de activiteiten van niet-gouvernementele organisaties (NGO's), die erkend zijn op het gebied van ontwikkelingssamenwerking, welke regels thans over verschillende koninklijke besluiten verspreid zijn, in één enkele tekst samen te brengen.

Die besluiten regelen voornamelijk vier soorten activiteiten :

1. het koninklijk besluit van 14 september 1983 regelt de erkenning en subsidiëring van de NGO's voor activiteiten inzake opleiding in België, van onderdanen van ontwikkelingslanden;

2. het koninklijk besluit van 12 maart 1991 voert een erkennings- en subsidiëringsregeling in voor educatieve activiteiten inzake ontwikkelingssamenwerking;

3. het koninklijk besluit van 12 maart 1991 regelt de erkenning en subsidiëring van de NGO's voor de projecten die zij in de ontwikkelingslanden tot stand willen brengen;

4. het koninklijk besluit van 28 maart 1995 voert een regeling in voor de erkenning en subsidiëring van de NGO's voor het uitzenden van ontwikkelingswerkers.

Het ontwerp stelt enerzijds nieuwe voorwaarden vast voor de erkenning van NGO's, door de erkenningen die thans per soort activiteiten worden toegestaan te vervangen door een enige erkenning, en anderzijds nieuwe "betoelagings" voorwaarden, waarbij het de NGO's meer verantwoording laat dragen.

Bovendien wordt het toezicht van de administratieve overheid, meer in het bijzonder van het algemeen bestuur van de ontwikkelingssamenwerking - ABOS -, op de aanwending van de subsidies, verstrekt.

Ten slotte wil het ontwerp de dialoog tussen het openbaar gezag en de NGO's institutionaliseren, door deze ertoe aan te zetten zich in federaties te verenigen, die ook erkenning behoeven en ook subsidies kunnen krijgen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Als rechtsgrond van het ontworpen besluit beroept men zich onder meer op de programmawet van 24 december 1993, die de wet van 10 augustus 1981 tot oprichting van een Fonds voor ontwikkelingssamenwerking en van een Fonds voor leningen aan vreemde Staten, heeft gewijzigd.

Artikel 49, § 1, 3°, van die programmawet bepaalt dat de hulp die verleend wordt aan de ontwikkelingslanden en hun bevolking onder meer de vorm kan aannemen van subsidies aan Belgische of lokale NGO's. Inzake het toekennen van subsidies machtigt artikel 51 van de genoemde wet de Koning bovendien uitdrukkelijk om de voorwaarden vast te stellen voor de erkenning van de subsidiabele NGO's.

De meeste bepalingen van het ontwerp stellen dan ook de ene keer de regels voor de erkenning vast, de andere keer de regels voor de "betoelaging" van de NGO's.

Dat is echter niet zo met artikel 18, dat handelt over de organisatie van de NGO-federaties en de subsidiëring hiervan regelt. De genoemde programmawet kan daartoe niet als rechtsgrond dienen, aangezien zij het alleen mogelijk maakt om aan de NGO's subsidies toe te kennen en alleen ten aanzien van de NGO's de Koning machtigt om de voorwaarden voor de erkenning ervan te bepalen (1).

Weliswaar kunnen wat dat betreft bepalingen worden uitgevaardigd op basis van artikel 12, derde lid, van de wetten op de Rijkscomptabilititeit, gecoördineerd op 17 juli 1991, die ook in de aanhef van het ontwerp worden genoemd; maar aangezien, zoals we juist hebben gezien, er geen organieke wet bestaat tot invoering van de subsidiëring van de NGO-federaties, kan men zich alleen beroepen op de bijzondere begrotingsbepaling van artikel 2.15.5 van de wet van 16 december 1996 houdende de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1997; zulk een rechtsgrond zou echter slechts voor één jaar gelden, terwijl het ontwerp zich aandient als een permanente regeling die onverenigbaar is met de tijdelijkheid van de genoemde begrotingsbepaling.

De artikelen 37 en 108 van de Grondwet, waarnaar ook wordt verwezen in de aanhef, kunnen evenmin de verlangde rechtsgrond bieden; zoals de afdeling wetgeving reeds heeft

---

(1) Zie in dat verband het advies over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de personen die worden erkend in de hoedanigheid van NGO-coöperant", gegeven op 16 januari 1991 en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 20 april 1991, blz. 8283.

opgemerkt (1), kan voor een besluit dat "niet alleen de toekenning van subsidies binnen de perken van de begrotingskredieten regelt maar ook de erkenningsvoorwaarden vaststelt en subjectieve rechten op subsidie verleent aan personen die deze voorwaarden vervullen", geen voldoende rechtsgrond te vinden zijn in de genoemde grondwetsbepalingen.

Daaruit volgt dat het genoemde artikel 18 moet vervallen.

2. Het ontworpen besluit verleent de minister tot wiens bevoegdheid ontwikkelingssamenwerking behoort, buitensporige machtigingen.

De Koning kan immers alleen dan aan een minister een regelgevende bevoegdheid opdragen om de uitvoeringsmaatregelen te nemen die nodig zijn voor een regeling die Hij heeft uitgevaardigd, wanneer de opdracht voldoende duidelijk

---

(1) Zie onder meer het advies over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de personen die worden erkend in de hoedanigheid van NGO-coöperant", gegeven op 16 januari 1991 en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 20 april 1991.
Zie ook arrest nr. 48.839 van 31 augustus 1994 inzake de vereniging zonder winstoogmerk Protestantse vereniging van vrijwilligers voor ontwikkelingssamenwerking tegen de Belgische Staat, waarbij het koninklijk besluit van 12 maart 1991 betreffende de erkenning, betoelaging en subsidiëring van personen, van niet-gouvernementele organisaties en van federaties inzake het uitzenden van NGO-coöperanten, vernietigd is bij gebrek aan een voldoende rechtsgrond.

omschreven is en alleen betrekking heeft op bijkomstige maatregelen of louter uitvoerende maatregelen (1).

Gelet op dat beginsel moeten de in de hiernavolgende artikelen verleende opdrachten, die vaak vaag zijn en verder gaan dan louter uitvoerende of bijkomstige maatregelen, als buitensporig worden beschouwd :

a) in artikel 8, eerste lid, 4°, en tweede lid, dat bepaalt dat de minister "bijkomende vormen van personele samenwerking" kan toelaten en, voor iedere soort activiteit, "de voorwaarden waaraan de activiteiten en de NGO's moeten voldoen om voor betoelaging in aanmerking te komen" kan bepalen;

b) in artikel 13, § 2, dat de minister belast met het bepalen van "de aard en de begrenzing van de kosten die voor betoelaging in aanmerking komen" voor sommige van de in artikel 8 genoemde activiteiten;

c) in artikel 16, §§ 2 en 3, dat de minister de bevoegdheid verleent om enerzijds "de aard, de bedragen en de uitkeringsvoorwaarden vast (te leggen) van de uitgaven ten behoeve van de NGO-coöperanten of van de eigen kosten waarvoor de toelage die de NGO ontvangt krachtens artikel 16, § 1, aangewend mag worden", en anderzijds "de minimale voorwaarden waaraan de NGO-coöperant moet voldoen om voor betoelaging in aanmerking te komen";

---

(1) Zie M. Leroy, "Les règlements et leurs juges", Brussel, Bruylant, 1987, blz. 84; J. Salmon, "Le Conseil d'Etat", deel I, Brussel, Bruylant, 1994, blz. 412; Andersen R. en Nihoul P., "Le Conseil d'Etat - Chronique de jurisprudence 1994 (deel I)", Rev. bel. dr. const., 1995-1, blz. 104.

d) in artikel 17, dat regels geeft voor de studie- of stagebeurzen, maar de minister de bevoegdheid laat om de minimumverplichtingen vast te stellen die de NGO's moeten naleven bij de aanwending van de subsidies die zij daarvoor hebben gekregen, en hem bevoegd maakt om de "minimale voorwaarden waaraan de bursaal moet voldoen om voor betoelaging in aanmerking te komen" vast te stellen.

Deze bepalingen, maar aangezien het om fundamentele bepalingen gaat ook het hele ontwerp, dienen derhalve grondig te worden herzien.

3. De ontworpen tekst houdt zich niet altijd aan de wetgevingstechnische regels (1).

Zo :

a) dienen de woorden "van dit besluit", voorafgegaan door het nummer van één of meer van de artikelen ervan, te vervallen;

b) moet een instelling altijd genoemd worden met haar wettelijke benaming en moeten letterwoorden geweerd worden wanneer ze geen deel uitmaken van die benaming;

c) moeten de haakjes vervallen;

---

(1) Zie wat dat betreft de Handleiding bij de wetgevingstechniek, diensten van de Eerste Minister, bijvoegsel bij het Belgisch Staatsblad van 2 juni 1982.

d) moeten de bedragen en termijnen voluit geschreven worden;

e) worden de artikelen normaal gezien in hoofdstukken samengebracht, die in de Franse tekst onderverdeeld worden in "sections" en niet in "divisions";

f) wordt een artikel alleen onderverdeeld in paragrafen wanneer elke paragraaf twee of meer leden bevat;

g) worden percentages weergegeven in "pct." en niet in "%".

h) dient overdreven gebruik van hoofdletters vermeden te worden;

i) mogen niet teveel bepalingen worden samengebracht in één en hetzelfde artikel, zelfs als ze rechtstreeks verband houden met elkaar; in dat geval is het beter ze in afzonderlijke artikelen onder te brengen;

j) wordt het verplicht zijn van een bepaling aangegeven met de onvoltooid tegenwoordige tijd, niet met de toekomende tijd; in artikel 6, tweede lid, bijvoorbeeld schrijve men : "wordt ingeperkt" in plaats van "zal worden ingeperkt";

k) moet de voegwoordcombinatie "en/of" vervangen worden door "en";

l) zo schrijve men in de Franse tekst "par dérogation" in plaats van "A titre de dérogation"; "de leur coût total" in plaats van "du coût total des activités", enz.

4. Het verdient aanbeveling de redactie van de tekst zodanig te verbeteren dat inzonderheid uitdrukkingen of termen die verkeerd zijn of niet tot het juridische taalgebruik behoren, zoals "een planmatige aanpak", "relevante ervaring", "doelgroepen", "loonondersteuning in het kader van bijzondere personeelsstatuten", "betoelaging" enz. eruit worden gehaald.

Bovendien schrijve men in de Franse tekst "non gouvernementales" zonder koppelteken, "sur la base de" en niet "sur base de", "prévu" en niet "tel que prévu", "la commission d'avis-ONG donne des avis au Ministre ..." en niet "la Commission d'avis-ONG rend des avis au Ministre ...", enz.

B. BIJZONDERE OPMERKINGEN

Opschrift

1. Het woord "betoelaging" behoort te worden vervangen door het woord "subsidiëring".

2. Wat de "federaties" betreft, wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 1.

Aanhef

Eerste en tweede lid

Deze leden moeten vervallen.

Derde lid (dat het eerste lid wordt)

Aan het einde schrijve men "..., inzonderheid op de artikelen 49, § 1, 3°, en 51;".

Vierde lid en volgende (die de leden 2 en volgende worden)

Deze leden moeten als volgt worden gesteld :

"Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 18 maart 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 25 maart 1997;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 28 maart 1997, waarbij gevorderd wordt dat het advies van de Raad van State wordt toegezonden binnen een termijn van ten hoogste één maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 21 mei 1997, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

Voordrachtformulier

Men schrijve :

"Op de voordracht van Onze Eerste Minister en Onze Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking,".

De vermelding dat de Ministers daarover in Raad vergaderd hebben, is immers niet verplicht.

Bepalend gedeelte

Hoofdstuk I

In de Franse tekst dienen de hoofdstukken genummerd te worden zoals aangegeven is in de Franse versie van dit advies.

Artikel 1

1. In punt 1° schrijve men :

"1° "de Minister" : de Minister tot wiens bevoegdheid de ontwikkelingssamenwerking behoort;".

Het is immers overbodig om de Staatssecretaris te noemen, aangezien krachtens artikel 1 van het koninklijk besluit van 24 maart 1972 betreffende de Staatssecretarissen, zij in de aangelegenheden die hun zijn toegewezen alle bevoegdheden van een minister hebben.

2. Punt 3° moet als volgt worden gesteld :

"3° "NGO" : niet-gouvernementele organisatie, afgekort als NGO, die overeenkomstig dit besluit erkend kan worden en subsidies kan krijgen;",

3. Wat punt 4° betreft wordt verwezen naar de eerste algemene opmerking.

4. Voorgesteld wordt om punt 5° als volgt te stellen :

"5° "partnerland" : land dat door het Comité van Ontwikkelingshulp van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling beschouwd wordt als ontwikkelingsland;".

5. In punt 6° schrijve men :

"6° "lokale partner" : organisatie of instelling waarmee de NGO in het partnerland samenwerkt;".

6. Punt 7° moet als volgt worden gesteld :

"7° "NGO-ontwikkelingswerker" : persoon, uitgezonden door een NGO, waarvoor de NGO een subsidie krijgt, zoals bepaald in art. 16, § 1;

7. Punt 8° moet vervallen. Het volstaat om de eerste keer dat er sprake is van de adviescommissie van de niet-gouvernementele organisaties, te schrijven : "de in artikel 19 genoemde adviescommissie, hierna te noemen "NGO-adviescommissie"".

8. In punt 9° (dat punt 8° wordt), moet het begrip "strategisch kader" nader bepaald worden en moeten de woorden "voorziet een indicatief budget", zoals de inspecteur van financiën voorstelt in zijn advies, vervangen worden door de woorden "geeft op enuntiatieve wijze aan welke financiële middelen nodig zijn voor de komende vijf jaar;".

Dezelfde opmerking geldt voor punt 10° (dat punt 9° wordt).

9. In punt 11° (dat punt 10° wordt) schrijve men veeleer "nuttige ervaring" dan "relevante ervaring".

10. In punt 12° (dat punt 11° wordt), dienen aan het einde de woorden "van dit besluit" te vervallen.

Hoofdstuk II

Het Franse opschrift zou beter als volgt gesteld worden :

"CHAPITRE II - De l’agrément des ONG".

Artikel 2

Rekening houdend met de precieze termijnen in de artikelen 7 en 9 voor het indienen van de programma’s en de actieplannen, moeten hier de termijnen worden aangegeven waarbinnen het onderzoek van de erkenningsaanvragen wordt gedaan.

Bovendien schrijve men in de Franse tekst "auprès du Ministre" in plaats van "au Ministre".

Artikel 3

1. In de inleidende zin schrijve men : "... aan de volgende voorwaarden voldoen :".

Deze opmerking geldt ook voor de artikelen 4 en 5, waar het woord "alle" vervangen moet woorden door het woord "de".

2. Als eerste voorwaarde om erkend te worden, moet de NGO de rechtsvorm van een vereniging zonder winstoogmerk hebben aangenomen, welke voorwaarde reeds is voorgeschreven door de verschillende koninklijke besluiten die thans van kracht zijn, of de rechtsvorm van een vennootschap met een sociaal oogmerk.

Dit laatste vennootschapstype is geregeld bij de wet van 13 april 1995, die in de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen de nieuwe artikelen 164bis tot 164quater heeft ingevoegd. Het gaat om een vennootschap die één van de rechtsvormen van een handelsvennootschap heeft aangenomen, die genoemd worden in artikel 2 van de gecoördineerde wetten en die enerzijds gekenmerkt door het feit dat de vennoten in beperkte mate of helemaal geen winst nastreven, en anderzijds door het doel ervan (1). Uit de parlementaire voorbereiding van de wet blijkt dat dit vennootschapstype tot stand is gebracht omdat het doel van de verenigingen zonder winstoogmerk in principe niet mag bestaan in het drijven van handel als hoofdbezigheid; genoemd zijn onder meer de sociale ondernemingen waarvan het doel bestaat in het ondersteunen van ontwikkelingsprojecten in derde-wereldlanden, het aanbieden van werk aan marginalen die uitgesloten zijn van de normale arbeidscircuits, bepaalde beschutte werkplaatsen, enz.

---

(1) M. Coipel, "Les sociétés à finalité sociale : une réponse à des besoins de la pratique", in "Pratique notariale et réforme du droit des sociétés", T. XX, Academia, Bruylant, 1996, blz. 33 en volgende.

Er wordt echter op gewezen dat de negende erkenningsvoorwaarde, namelijk "een transparante boekhouding voeren", anders vervuld zal worden naargelang het om een vereniging zonder winstoogmerk gaat of om een vennootschap met een sociaal oogmerk. Op deze laatste is immers de regeling voor handelsvennootschappen van toepassing, terwijl de vereisten inzake boekhouding voor verenigingen zonder winstoogmerk heel wat vager zijn.

3. In punt 3° is er sprake van een evaluatie van de werking van de NGO, op initiatief van de minister. In het ontwerp wordt echter een onderscheid gemaakt tussen de evaluatie die krachtens artikel 20 aan onafhankelijke experts moet worden toevertrouwd, en de financiële controle die krachtens artikel 22 bevolen wordt door de minister. Uit punt 3° kan niet worden opgemaakt of die evaluatie vóór of na de erkenning plaatsvindt. Indien die evaluatie vóór de erkenning mocht plaatsvinden, dan zou deze nader omschreven moeten worden en de beoordelingsbevoegdheid van de minister vergezeld moeten gaan van objectieve criteria.

4. In punt 4° moet duidelijker worden bepaald wat wordt verstaan onder "beleidsplan".

5. De tekst van punt 5° is bijzonder slecht gesteld; hij moet herschreven worden om duidelijker aan te geven welke elementen bepalend zijn voor de autonomie van een NGO.

6. Krachtens punt 6° moet de NGO, om erkend te kunnen worden, over een "eigen vermogen (beschikken) dat voor meer dan de helft van Belgische oorsprong is".

Het woord "capital" in de Franse tekst is niet geschikt voor een vereniging zonder winstoogmerk. Bovendien is het niet duidelijk waarom zo'n voorwaarde wordt gesteld en hoe kan worden nagegaan of die wordt vervuld. Als het de bedoeling is buitenlandse NGO's die vanuit België werkzaam zijn niet in aanmerking te laten komen voor erkenning en subsidiëring, zou het beter zijn te bepalen dat de meeste leden van de bestuursorganen van de NGO de Belgische nationaliteit moeten bezitten.

7. In punt 7° en 8° wordt bepaald dat de NGO moet aantonen dat ze "beschikt over steun bij de Belgische publieke opinie", alsook dat ze "activiteiten (uitvoert), conform aan de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens". Die voorwaarden zijn zo vaag dat een te grote bevoegdheid zou worden gegeven aan de overheid die de erkenning verleent of weigert. Daarenboven valt moeilijk in te zien hoe het voldoen aan zulke voorwaarden getoetst kan worden.

Die bepalingen moeten vervallen.

8. Voor punt 9° wordt verwezen naar de opmerking onder punt 2.

Artikel 5

Dit artikel behoeft meer samenhang en moet worden herschreven.

Het is immers tegenstrijdig de erkenning van een NGO in te trekken en haar vervolgens de mogelijkheid te bieden bezwaar aan te tekenen bij de minister en die minister ten slotte twee maanden de tijd te geven om een definitieve beslissing te nemen.

Als de steller van het ontwerp wil dat het bezwaar van de NGO een nuttig effect heeft, behoort veeleer te worden bepaald dat eerst een waarschuwing aan de NGO wordt gericht waarin haar wordt meegedeeld dat haar erkenning binnen twee maanden na deze waarschuwing kan worden ingetrokken indien ze zich niet houdt aan de erkenningsvoorwaarden, dat zij binnen die termijn haar standpunt kan uiteenzetten en dat de minister na die termijn een definitieve beslissing tot intrekking of handhaving van de erkenning neemt.

Hoofdstuk III

In de Franse tekst is het beter het opschrift van het hoofdstuk als volgt te stellen :

"CHAPITRE III - Des subsides aux ONG".

In de Nederlandse tekst schrijve men :

"HOOFDSTUK III - Subsidies aan de NGO’s".

Artikel 6

1. In het eerste lid van de ontworpen tekst wordt bepaald dat de minister subsidies kan verlenen "binnen de perken van de op de begroting ingeschreven kredieten".

Die laatste precisering is vanzelfsprekend; ze is dus overbodig en moet vervallen.

2. In het tweede lid van dezelfde tekst wordt de minister gemachtigd om de subsidie van elke NGO te verlagen "met een (...) gevalsgewijs te bepalen percentage", indien het subsidiëringsbudget ontoereikend is.

De afwezigheid van beoordelingscriteria kan tot willekeurige beslissingen leiden; bovendien dreigen de NGO’s daardoor in een onvoorspelbare situatie terecht te komen, wat hun beheer bijzonder moeilijk en zelfs onmogelijk kan maken.

De tekst moet worden herzien.

3. In hetzelfde tweede lid behoren de woorden "en indien geen beroep kan worden gedaan op andere kredieten ingeschreven op de begroting van het Departement om dit tekort te compenseren," te vervallen.

De Koning mag immers niet afwijken van de wettelijke regeling betreffende de bestemming van kredieten, vervat in de artikelen 14 en 15 van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, of in andere bepalingen, die in voorkomend geval de vorm hebben van begrotingsbijbepalingen.

De artikelen 7 en 8

1. Deze bepalingen bevatten geen objectieve criteria waarmee de minister moet werken wanneer hij beslist het programma van een NGO al dan niet goed te keuren. Daarbij valt op te merken dat artikel 11 van het koninklijk besluit van 12 maart 1991 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele organisaties en van federaties inzake projecten in ontwikkelingslanden, concrete beoordelingscriteria bevat.

2. In artikel 8, 1°, is het niet duidelijk wat bedoeld wordt met de woorden "en andere ondersteuning van activiteiten, die opgezet worden in samenwerking met lokale partners".

De gemachtigde ambtenaren hebben dat niet kunnen toelichten.

De tekst moet worden herzien.

3. Punt 3° moet worden verduidelijkt en herschreven.

4. Krachtens 4° van dezelfde bepaling omvat "personele samenwerking" zowel het inzetten van NGO-ontwikkelingswerkers als het verlenen van studie- en stagebeurzen aan onderdanen van partnerlanden. Beide types van activiteiten zijn te specifiek dan dat ze dezelfde naam wordt gegeven.

Voor het overige wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 2.

Het zou overigens beter zijn de bepaling veel duidelijker te formuleren, want het gaat om één van de hoofdbepalingen van het ontwerp.

Artikel 9

Zie de commentaar bij artikel 6.

Artikel 10

1. In het ontworpen artikel wordt niet verduidelijkt wat het activiteitenverslag en het financieel verslag precies inhouden.

Hierbij moet worden gewezen op de verplichtingen die de vennootschappen met een sociaal oogmerk reeds moeten vervullen krachtens artikel 164bis, § 1, 6°, van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen en krachtens de wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen.

De in de ontworpen tekst voorgeschreven verslagen dreigen een overlapping te vormen van die welke in de voormelde wetsbepalingen worden voorgeschreven.

2. Gelet op de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der bedrijfsrevisoren is het woord "erkend" overbodig en moet het vervallen (1).

Artikel 11

Als het de bedoeling is elke NGO of elk NGO-samenwerkingsverband ten hoogste één subsidie per jaar toe te kennen, maar ze de mogelijkheid te bieden slechts om de vijf jaar een programma in te dienen, dan moet die bedoeling duidelijk worden vermeld.

---

(1) Zie in dat verband het advies over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele organisaties voor educatie-activiteiten inzake ontwikkelingssamenwerking", gegeven op 16 januari 1991 en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 20 april 1991, blz. 8255.

Artikel 12

1. In de eerste zin van de Franse tekst moeten de woorden "doit être affecté" worden vervangen door de woorden "doivent être affectés".

2. De tweede zin moet worden herschreven of zelfs vervallen indien de taak die aan de commissie wordt toevertrouwd en die geen adviestaak is, wordt toegevoegd aan de taken genoemd in artikel 19, wat verkieslijk is.

Afdeling 2

In de Franse tekst schrijve men :

"Section 2 - Des subsides".

In de Nederlandse tekst schrijve men :

"Afdeling 2 - Subsidies".

Artikel 13

De tekst is volkomen onduidelijk en moet worden herschreven.

Als de staatssubsidie maximaal 75 pct. van de totale kostprijs van de activiteiten mag bedragen, is het

bovendien niet duidelijk waarom de Koning wil bepalen hoe de NGO's voor aanvullende financiering moeten zorgen en waarom Hij bepaalde financieringsbronnen voor sommige activiteiten aanvaardt en voor andere niet. De handelwijze kan namelijk discriminerend lijken.

Voor het overige wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 2.

Artikel 14

Het is de bedoeling de NGO's aan te sporen om een samenwerkingsverband op te zetten om aldus tot een voordeliger subsidiëringsmechanisme te komen.

Er zijn evenwel een aantal discrepanties.

1. De voorwaarde gesteld in het eerste lid, 1°, lijkt niet nuttig, gelet op die in punt 2°, die veel soepeler is.

2. Men kan zich terecht vragen stellen bij de draagwijdte van het in punt 2° genoemde "moraliteitsonderzoek". Om willekeur te voorkomen, zou op zijn minst de inhoud ervan moeten worden bepaald.

3. De huidige redactie van 2° biedt niet-erkende verenigingen zonder winstoogmerk de mogelijkheid subsidie te krijgen : wat is dan de verhouding tussen de overheid en die rechtspersonen ? Een fundamentelere vraag is of de bepaling verenigbaar is met het ontwerp, zoals het is opgevat, en met het oogmerk ervan ?

4. Aangezien een NGO de rechtsvorm van een vennootschap met een sociaal oogmerk mag aannemen, rijst de vraag waarom in 2° dan alleen sprake is van verenigingen zonder winstoogmerk ?

5. In 3° wordt de aard van de "specifieke doelstellingen" die niet door een andere NGO worden gerealiseerd, niet gepreciseerd.

6. Voor het tweede lid wordt verwezen naar de commentaar bij artikel 13.

Artikel 15

In de bepaling zou moeten worden verduidelijkt welke rechtsregels op het samenwerkingsverband van toepassing zijn.

De ontworpen regeling dreigt tot conflicten te leiden.

Wat gebeurt er bijvoorbeeld met de subsidie als de NGO die de subsidie heeft ontvangen, zich uit het samenwerkingsverband terugtrekt?

Wat gebeurt er als de erkenning van één van de NGO's van het samenwerkingsverband wordt ingetrokken ?

Wie beslist over de verdeling van de subsidie binnen het samenwerkingsverband ?

Ook het begrip "gecoördineerde boekhouding" moet duidelijker in het ontwerp worden omschreven.

Artikel 16

De bepaling moet grondig worden herzien, gelet op de verregaande bevoegdheidsopdrachten die ze bevat.

In die bepaling zou ook de rechtstoestand en de financiële situatie van de ontwikkelingswerker moeten worden gepreciseerd, aangezien het koninklijk besluit van 28 maart 1995 betreffende de erkenning, betoelaging en subsidiëring van personen, van niet-gouvernementele organisaties en van federaties inzake het uitzenden van NGO-coöperanten, op dat punt veel explicieter is.

Die opmerkingen gelden ook voor artikel 17.

Hoofdstuk IV

Het opschrift van dit hoofdstuk moet worden herzien om rekening te houden met de algemene opmerking nr. 1.

Artikel 19

1. Duidelijkheidshalve moet de bepaling in drie paragrafen worden ingedeeld. De eerste paragraaf betreft dan de oprichting van de NGO-adviescommissie, de tweede de samenstelling ervan en de derde de taken van die commissie.

2. Gelet op de algemene opmerking nr. 1 moet de samenstelling van de commissie worden herzien, aangezien de federaties erin vertegenwoordigd zijn en zij de experts mede aanwijzen.

In dat opzicht moeten ook de paragrafen 6 en 8 worden gewijzigd.

3. In paragraaf 1, tweede lid, schrijve men "De Minister wijst uit de kring van onafhankelijke experts voor een periode van drie jaar een voorzitter en een ondervoorzitter aan, waarbij de ene Nederlandstalig en de andere Franstalig is".

4. Gelet op de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid is de zin "De federaties zullen bij hun voorstel rekening houden met een evenwichtige verdeling tussen mannen en vrouwen" overbodig en moet die vervallen.

5. In paragraaf 3 moet ook het vereiste aantal stemmen worden bepaald.

6. In paragraaf 4, tweede zin, schrijve men : "Indien die personen moeten worden vergoed, is de voorafgaande toestemming van de minister vereist.".

7. Volgens paragraaf 5 komt het presentiegeld van de onafhankelijke experts ten laste van de begroting die bestemd is voor de medefinanciering van de NGO’s.

Daarbij wordt opgemerkt dat programma 15.54.1 in de algemene begroting voor het begrotingsjaar 1997 geen enkele basisallocatie bevat die met de aard van die uitgave overeenstemt.

Hoofdstuk V

In de Franse tekst moet het opschrift als volgt worden gesteld :

"CHAPITRE V - De l’évaluation".

De artikelen 20 en 21

Krachtens die bepalingen moeten de NGO's "minstens gemiddeld 1% van de toelage (...) besteden aan interne evaluaties, uitgevoerd door onafhankelijke experten".

Er moet worden verduidelijkt wat onder onafhankelijke experts wordt verstaan, want uit de taak die hun hier wordt toevertrouwd, blijkt niet dat het om dezelfde onafhankelijke experts gaat als in artikel 1, 11°, en artikel 19, § 1.

Hoofdstuk VI

In de Franse tekst schrijve men :

"CHAPITRE VI - Du contrôle".

De artikelen 22 en 23

1. Daar artikel 22 ook voor de federaties geldt, moet de redactie ervan worden herzien teneinde rekening te houden met algemene opmerking nr. 1.

2. Terecht rijst de vraag of dit artikel 22 wel noodzakelijk is, want artikel 56, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit bepaalt het volgende : "Door het aanvaarden van de toelage, verleent de

toelagetrekker meteen aan het Rijk het recht om ter plaatse controle te doen uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden".

3. Artikel 23, eerste lid, biedt de minister de mogelijkheid een erkenning in te trekken, louter op basis van de constatering dat de controles tot "een negatieve eindbeoordeling" leiden. Op die manier wordt hem een volkomen discretionaire beoordelingsbevoegdheid verleend.

De tekst moet worden herzien.

4. Gelet op de artikelen 55 tot 58 van de wet op de Rijkscomptabiliteit is het tweede lid overbodig en moet het vervallen.

Artikel 24

De laatste zin van het tweede lid strookt niet met het eerste lid. Volgens het eerste lid kan de minister de subsidiëring immers onderbreken, terwijl in het tweede lid staat dat het resterende bedrag van de subsidie volledig aan de lokale partner kan worden overgedragen.

Fundamenteler is echter dat een deel van de subsidie kan worden toegekend aan een lokale partner, die niet voldoet aan de voorwaarden die door het ontworpen besluit aan de toekenning van subsidie worden verbonden en

die niet kan worden gecontroleerd zoals in dit besluit wordt bepaald.

De bepaling moet grondig worden herzien.

Hoofdstuk VIII

In de Franse tekst moet het opschrift als volgt worden gesteld :

"CHAPITRE VIII - De l’indexation".

Hoofdstuk IX

Het opschrift behoort als volgt te worden gesteld :

"HOOFDSTUK IX - Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen".

Hoofdstuk X "Slotbepalingen" vervalt.

De artikelen 26 tot 30

In de opheffingsbepalingen moet geen voorbehoud worden gemaakt betreffende de overgangsbepalingen, zoals in artikel 26, tweede lid, en artikel 27, tweede en derde lid, van het ontwerp ten onrechte wordt gedaan. De overgangsbepalingen moeten in één of meer afzonderlijke artikelen

worden samengebracht, te plaatsen na de opheffingsbepalingen.

Bovendien is het niet duidelijk waarom de opheffingsbepalingen op 31 december 1997 in werking treden, terwijl het ontworpen besluit krachtens zijn artikel 34 op 1 juni 1997 in werking treedt. Op deze laatstgenoemde datum moeten de opheffingen volledig en definitief zijn. Daarvoor zijn overgangsbepalingen overigens bedoeld.

Aangezien het recht op subsidie een verkregen recht is, hoeft dat in principe niet in een overgangsbepaling te worden gepreciseerd. Voor de rechtszekerheid kan het in casu evenwel gewettigd zijn uitdrukkelijk te vermelden dat de begunstigden recht blijven hebben op hun subsidies, onder de voorwaarden die in de opgeheven besluiten worden gesteld.

Uit die opmerkingen vloeit voort :

1. dat artikel 26 als volgt moet worden gesteld :

"Art. 26 Opgeheven worden :

1° het koninklijk besluit van 14 september 1983 houdende een stelsel voor betoelaging van niet gouvernementele organisaties voor de opleidingsactiviteiten in België van de onderdanen van de ontwikkelingslanden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 november 1984;

2° het koninklijk besluit van 12 maart 1991 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele

.../...

organisaties en federaties voor educatieve activiteiten inzake ontwikkelingssamenwerking, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 september 1992 en 17 januari 1995;

3° het koninklijk besluit van 12 maart 1991 betreffende de erkenning en subsidiëring van niet-gouvernementele organisaties en van federaties inzake projecten in ontwikkelingslanden, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 1 september 1992;

4° het koninklijk besluit van 2 april 1991 betreffende de erkenning van federaties van de niet-gouvernementele organisaties inzake ontwikkelingssamenwerking, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 september 1992 en 2 september 1992;

5° het koninklijk besluit van 28 maart 1995 betreffende de erkenning, betoelaging en subsidiëring van personen, van niet-gouvernementele organisaties en van federaties inzake het uitzenden van NGO-coöperanten, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 november 1995." (1).

---

(1) In principe is het opheffen van ministeriële besluiten een aangelegenheid van de minister. Indien het voor de rechtszekerheid wenselijk is dat die opheffing in het ontworpen besluit wordt vermeld, komen die ministeriële besluiten na de nummering vervat in het hier voorgestelde artikel 26 te staan.

2. dat een artikel 27 moet worden ingevoegd, luidend :

"Art. 27 De tegemoetkomingen van de Schatkist voor de ontwikkelingswerkers, de vergoedingen voor de uitzendorganisaties alsook de subsidies die worden verleend ingevolge de bij artikel 26 opgeheven bepalingen, komen verder ten goede aan de begunstigden daarvan op de voorwaarden gesteld in die bepalingen.".

Artikel 31

1. Wat de federaties betreft, wordt verwezen naar algemene opmerking nr. 1.

2. De geciteerde artikelen 26, 27, 28, 29 en 30 moeten worden vernummerd op basis van de opmerking die zojuist over die bepalingen is gemaakt.

Artikel 32

De tekst is onduidelijk.

Hij moet worden herschreven.

Artikel 34

Men schrijve :

"Art ... Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1997.".

Slotopmerkingen

De Nederlandse tekst van het ontwerp laat erg te wensen over wat een correct taalgebruik betreft. Hij bulkt van gallicismen en andere niet-correcte termen en wendingen en bevat zelfs fouten tegen de spraakkunst. Onder voorbehoud van de voorgaande opmerkingen worden bij wijze van voorbeeld de volgende opmerkingen gemaakt.

In het hele ontwerp schrijve men "subsidie, subsidiëren en subsidiëring" in plaats van "toelage, betoelagen en betoelaging", "ontwikkelingswerker" in plaats van "coöperant", en "experts" in plaats van "experten".

In artikel 1 schrijve men "Het programma (...)" in plaats van "Een programma (...)" (punt 9°, dat punt 8° wordt); "regels voor de evaluatie en de opvolging" in plaats van "mechanismen van evaluatie en opvolging" (punt 10°) en "niet door een arbeidscontract aan een NGO of aan een federatie gebonden is" in plaats van "niet gebonden is door een arbeidscontract aan een NGO of aan een federatie" (punt 11°).

Voorts schrijve men "genieten" of "krijgen" in plaats van "genieten van" (art. 1, 12°, art. 7); "nadere regels" in plaats van "modaliteiten (art. 2); "op de datum van" in plaats van "op datum van" (art. 3, inleidende zin); "vennootschap met een sociaal oogmerk" in plaats van "Vennootschap met Sociaal Oogmerk", (art. 3, 10°) "doel" in plaats van "maatschappelijk doel" (art. 3, 2°); "ervaring in een domein" in plaats van "ervaring i.v.m. een domein" (art. 3, 3°); "ten minste" in plaats van "tenminste" (art. 3, 4°).

In art. 3, 6° schrijve men "over uitgeruste lokalen die alleen door haar mogen worden gebruikt" in plaats van "over voorbehouden en uitgeruste lokalen" en "een wacht-dienst voorhanden is" in plaats van "een permanentie wordt verzekerd".

In artikel 5 schrijve men "binnen twee maanden" in plaats van "binnen de twee maand" en "kennisgeving" in plaats van "betekening"; in hoofdstuk III, afdeling 1, schrijve men "Algemeen" in plaats van "Algemeenheden"; in artikel 6 schrijve men "de (...) uitgetrokken kredieten" in plaats van "de (...) ingeschreven kredieten" en "geval voor geval" in plaats van "gevalsgewijs"; in artikel 7 schrijve men "nadere regels voor" in plaats van "modaliteiten van"; in artikel 8 schrijve men "één of meer" in plaats van "één of meerdere"; in artikel 9 schrijve men "de uitvoering ervan" in plaats van "zijn uitvoering" en "uiterlijk" in plaats van "ten laatste"; in artikel 11 schrijve men "met toepassing van" in plaats van "in toepassing van" en "vermeld worden" in plaats van "voorzien worden"; in

artikel 12 schrijve men "het totale budget" in plaats van "de globale enveloppe"; in artikel 13, § 1, in fine, schrijve men "de minimaal resterende 25 pct." in plaats van "de minimaal 25 %" en in artikel 13, § 3, schrijve men "mag in administratiekosten voorzien worden, die evenwel niet meer dan 10 pct. van de in dit besluit bedoelde overheidssubsidie mogen bedragen" in plaats van "mogen administratiekosten voorzien worden, die evenwel 10% van het bedrag van de overheidstoelage, bedoeld in dit besluit, niet mogen overstijgen"; in artikel 14, 1°, schrijve men "is besteed" in plaats van "werd besteed" en in artikel 14, 2°, schrijve men "voorafgaand moraliteitsonderzoek" in plaats van "voorafgaandelijk moraliteitsonderzoek"; in artikel 15 schrijve men "als zodanig vermeld" in plaats van "als dusdanig aangeduid"; in artikel 16, § 1, 1° schrijve men "geschiedt" in plaats van "gebeurt"; in artikel 19, § 5, schrijve men "bestemd voor" in plaats van "voorzien voor" (deze opmerking geldt, mutatis mutandis, ook voor artikel 21); in artikel 24 "geheel of gedeeltelijk" in plaats van "deels of volledig" en "niet langer mogelijk maken" in plaats van "niet langer toelaat"; in artikel 31 "met toepassing van" in plaats van "in toepassing van", "genoemd" in plaats van "vernoemd" en "op de datum van" in plaats van "op datum van"; in artikel 33 "Om conform artikel 11 van dit besluit te zijn" in plaats van "Om conform te zijn met ..." en "weer opgenomen worden" in plaats van "gereïntegreerd worden". De Nederlandse tekst van het ontwerp moet helemaal worden herschreven.

La chambre était composée de

Messieurs C.-L. CLOSSET, président de chambre,

C. WETTINCK, conseillers d'Etat,
P. LIENARDY,

F. DELPEREE, assesseur de la section de législation,

Madame M. PROOST, greffier,

Le rapport a été présenté par Mme P. VANDERNACHT, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme F. CARLIER, référendaire adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. LIENARDY.

LE GREFFIER,

M. PROOST

De kamer was samengesteld uit

de Heren

kamervoorzitter,

staatsraden,

assessor van de afdeling wetgeving,

Mevrouw

griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. P. VANDERNACHT, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. F. CARLIER, adjunct-referendaris.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIENARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET